



Préparons-nous  
à nous faire  
entendre !

Jeudi 29 novembre 2012

## **« ACCORD de COMPÉTITIVITÉ » UNE RÉGRESSION SANS PRÉCÉDENT DE NOS DROITS ET CONDITIONS DE TRAVAIL QU'IL FAUT METTRE EN ÉCHEC !**

C'est ce jeudi 29 novembre que va se tenir la 3<sup>ème</sup> réunion de négociation relative à l'Accord de Compétitivité espéré par la Direction de Renault. Une 4<sup>ème</sup> réunion devrait se tenir le mardi 18 décembre, à la veille de la fermeture de la plupart des usines de fabrication. Un hasard ?

A l'ordre du jour de cette réunion : **l'ouverture de la discussion sur le temps de travail.**

La question de « la politique » salariale pour les prochaines années, **centrée sur la baisse de la rémunération du travail**, sera au menu de la réunion de décembre.

Mais dès le 13 novembre, la Direction a annoncé la couleur. Sous prétexte « d'améliorer » les modes de fonctionnement entre usines, elle a annoncé son intention de dégrader un peu plus nos conditions de travail et d'emploi:

- **en « mutualisant » les fonctions dites support** (qualité, achats, maintenance, organisation logistique, qualité...).

Objectif : faire des « économies d'échelle ».

En clair : préparer les têtes à l'idée qu'il y aura des « doublons » à supprimer, avec à la clef des dizaines de suppressions d'emplois, de mobilités forcées et de salariés « invités » à aller se trouver du travail, en dehors de leur spécialité. Et donc, une violente attaque contre la main d'œuvre de structure (MOS)

- **en « fluidifiant » les mouvements de personnel** par l'instauration la mobilité obligatoire d'une usine à l'autre, à l'intérieur des 2 pôles régionaux (Ouest d'un côté, et Nord-Est de l'autre) qui regrouperaient les 9 usines de Renault. Et donc, une attaque sans précédent contre la main d'œuvre directe (MOD).

Ce qui serait à terme le meilleur moyen de préparer des fermetures d'usine, en pointant celles où la Direction estimera qu'il n'y a plus assez d'activité.

## **LE PRÉTEXTE DE LA CRISE A BON DOS**

Pour Carlos Ghosn, « *l'amélioration de la compétitivité de Renault est un sujet de survie pour la France* ».

Mais si Renault était si mal en point, que la Direction explique alors :

- où elle a trouvé les 3 milliards d'€ pour rembourser en quelques mois les 3 milliards empruntés à l'Etat, au plus fort de la crise automobile en 2008 ?
- où elle a déniché les 324 millions d'€ versés cette année aux actionnaires, au titre de bénéfices de 2011 ?
- ce qu'elle a l'intention de faire des 11 milliards d'€ de trésorerie accumulés à fin 2011 ?
- comment elle peut justifier que les émoluments de notre PDG aient frôlé les 3 millions d'€ l'an dernier, lui qui ne ménage pas sa peine... quand il s'agit de cogner sur le « coût » du travail des salariés.

## **NON, LES ACCORDS DE COMPÉTITIVITÉ NE PRÉSERVENT PAS L'EMPLOI !**

En 2004, sous prétexte d'éviter une délocalisation, les 820 salariés de l'usine Bosch de Vénissieux (près de Lyon) avaient accepté de revenir sur les 35 heures, plus une réduction de la masse salariale de 12%, une baisse de 25 à 20% de la majoration des heures de nuit et une suspension pendant 3 ans des augmentations de salaire et de la prime d'intéressement. Et pourtant, dès 2010, Bosch annonçait l'arrêt de la fabrication des injecteurs.

En 2007, les salariés de l'usine de pneus Continental de Clairoux (près de Compiègne) avaient accepté d'abandonner les 35 heures et de passer à 40 heures en échange d'une promesse de préservation des 1.120 emplois, jusqu'en 2012. En mars 2009, la Direction annonçait la fermeture du site pour 2010.

**Ce qu'il faut voir, c'est que l'accord actuellement négocié par Renault instaure une mise en concurrence sans fin des travailleurs des différents pays où Renault a implanté ses usines.** Et chaque nouvelle régression acceptée dans un pays ne servira qu'à préparer de nouvelles attaques pour de nouveaux reculs sociaux ici, et ailleurs.

**C'est pourquoi il y a urgence à dire « Stop » et à tout faire pour empêcher la signature et l'application de l'accord en cours de discussion.**

## **AVANT LA FERMETURE DE LA MI-DÉCEMBRE PRÉPARONS UN ARRÊT DE TRAVAIL LE PLUS MASSIF POSSIBLE !**

Pour que l'accord en cours de discussion devienne inapplicable, il suffirait que tous les syndicats refusent de le signer. **Voilà ce que nous pouvons et devons imposer.**

**Mais pour cela, il est urgent que les salariés se fassent entendre rapidement et massivement.**

Que les choses soient claires : il ne s'agit pas d'engager une « épreuve de force » avant Noël, mais de comprendre qu'avec les fermetures, le temps de la riposte nous est compté. En janvier, nous n'aurons que quelques jours.

C'est pourquoi il est indispensable que tous ensemble, on puisse faire le point sur le projet de la Direction et discuter des meilleurs moyens pour s'y opposer efficacement après les fêtes, **en se rappelant que la Direction veut aboutir à une signature avant la fin janvier.**

**Nous appellerons tous les syndicats de l'usine à participer à cet arrêt de travail, afin que personne n'ose aller à la signature sans s'expliquer auprès des travailleurs.**